



Council of the  
European Union

029685/EU XXVI. GP  
Eingelangt am 06/07/18

Brussels, 6 July 2018  
(OR. en, fr)

12426/02  
DCL 1

JUSTCIV 136

#### DECLASSIFICATION

---

|              |                       |
|--------------|-----------------------|
| of document: | 12426/02 RESTREINT UE |
| dated:       | 27 September 2002     |
| new status:  | Public                |

---

|          |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Subject: | Recommandation de décision du Conseil autorisant l'ouverture des négociations en vue de l'adoption d'une Convention modifiant la Convention de Lugano du 16 septembre 1988, sur la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale.<br>- Compromis de la présidence. |
|----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

---

Delegations will find attached the declassified version of the above document.

The text of this document is identical to the previous version.

---

# RESTREINT UE



CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 27 septembre 2002

12426/02

RESTREINT UE

JUSTCIV 136

## NOTE POINT I/A

de : la présidence

au : Coreper/Conseil

n° doc. préc. : 11964/02 JUSTCIV 131

n° prop. Cion : 7447/02 JUSTCIV 36

Objet : Recommandation de décision du Conseil autorisant l'ouverture des négociations en vue de l'adoption d'une Convention modifiant la Convention de Lugano du 16 septembre 1988, sur la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale.  
- Compromis de la présidence.

## I. INTRODUCTION

1. La Convention de Lugano, concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, a été conclue en 1988. Cette convention constitue un instrument parallèle à la Convention de Bruxelles de 1968 dont la teneur des dispositions est coïncidente dans la plupart des cas.

2. La Convention de Lugano a été établie par tous les Etats membres qui à l'heure actuelle sont des Etats membres de l'Union européenne, ainsi que par la plupart des Etats AELE (Suisse, Norvège et Islande). La Pologne a adhéré à cette convention en 2000.

## RESTREINT UE

3. Le 25 mars 2002, la Commission a soumis au Conseil une recommandation de décision du Conseil relative à l'ouverture de négociations en vue de l'adoption d'une convention remplaçant la convention de Lugano du 16 septembre 1988.
4. Il est rappelé que le Royaume-Uni et l'Irlande participeront à l'adoption et à l'application de la présente décision.
5. Conformément aux articles 1 et 2 du protocole sur la position du Danemark annexé au traité sur l'Union européenne et au traité instituant la Communauté européenne, le Danemark ne participe pas à l'adoption de la présente décision et n'est pas lié par celle-ci ni soumis à son application.
6. Le Coreper a examiné ce projet de recommandation à plusieurs reprises et plus dernièrement lors des réunions du 5 et 18 septembre 2002. <sup>1</sup>
7. Suite au mandat donné par le Coreper le 18 septembre 2002, les Conseillers JAI se sont réunis le 24 septembre 2002. A cette occasion, il a été possible de finaliser les points techniques concernant les points encore ouverts concernant le mandat de négociation ainsi que sur la question qui devrait être soumise à la Cour de justice sur le point de savoir si la conclusion de la nouvelle convention de Lugano relève de la seule compétence exclusive de la Communauté ou d'une compétence partagée entre la Communauté et les Etats membres.
8. Dans ce contexte, Coreper/Conseil est invité a:
  - a) autoriser la Commission à négocier en vue de l'adoption d'une nouvelle Convention de Lugano sur la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, sans préjudice sur la question de savoir si la conclusion de la nouvelle convention de Lugano relève de la seule compétence exclusive de la Communauté ou d'une compétence partagée entre la Communauté et les Etats membres;

---

<sup>1</sup> Le Service juridique du Conseil a présenté une contribution répondant aux questions posées par le Coreper (11773/02 JUR 343 JUSTCIV 122).

## RESTREINT UE

- b) adopter la déclaration, telle qu'elle figure dans l'annexe I, qui sera inscrite au procès-verbal du Conseil qui adoptera la décision ouvrant les négociations;
- c) désigner un Comité spécial pour assister la Commission lors de la négociation, étant entendu que les négociations seront conduites par la Commission en pleine consultation avec ce Comité, dans le cadre des directives de négociation adoptées par le Conseil (cf. Annexe II). Chaque session de négociations sera précédée par une réunion du Comité. Les négociations devront être effectuées avec la présence des Etats membres sans que ceux-ci aient le droit, pendant la négociation proprement dite avec les Etats tiers, d'intervenir.

Lors des négociations, les Etats membres peuvent demander à la Commission, directement ou par le biais de la présidence, d'obtenir une suspension de séance au vue de consultations internes au sein du Comité;

- d) les Etats candidats qui sont en cours de négociation avec l'Union européenne, y inclus les Etats qui ont déjà été invités à adhérer à la Convention de Lugano (La Hongrie, la République tchèque et l'Estonie), seront invités, selon les procédures appropriées, à assister aux négociations de la nouvelle Convention de Lugano comme observateurs sans que ceux-ci aient le droit d'intervenir pendant la négociation;
- e) adopter les directive de négociation figurant en annexe II.

9. En outre, au cas où il en serait d'accord, le Coreper/Conseil est invité à marquer son accord sur le fait que, lorsqu'un "mémoire explicatif" sera établi, le Conseil demandera l'avis de la Cour de Justice<sup>1</sup>, sur la base de la demande figurant en annexe III à ce document, qui porte sur la question de savoir si la négociation de la nouvelle Convention de Lugano relève de la compétence exclusive de la Communauté ou d'une compétence partagée entre la Communauté et les Etats membres.

---

<sup>1</sup> Fondé sur l'article 300, paragraphe 6, du traité.

### DRAFT JOINT STATEMENT BY THE COUNCIL, THE COMMISSION AND THE MEMBER STATES

The Council Decision authorising the Commission to negotiate a Convention amending the Lugano Convention of 16 September 1988 on Jurisdiction and Enforcement of Judgements in Civil and Commercial Matters is without prejudice to and has no legal consequences for the question of whether the Convention will constitute a mixed agreement or an agreement based on exclusive Community competence.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> A decision to sign the future Convention shall be taken by the Council in the light of the opinion to be given by the Court of Justice.

### DRAFT NEGOTIATING DIRECTIVES FOR THE ADOPTION OF A CONVENTION REPLACING THE LUGANO CONVENTION OF 16 SEPTEMBER 1988 ON JURISDICTION AND THE RECOGNITION AND ENFORCEMENT OF JUDGMENTS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS

#### 1. Regarding matters of substance

Subject to point 2, the revised Lugano Convention should reproduce the text on which the Council (Justice and Home Affairs) reached agreement on 27 and 28 May 1999, as annexed to 7700/99 JUSTCIV 60 + COR 1 (fr,de,it,nl,dk,el,es,pt,fi,sv) of 30 April 1999. The text of Titles II to V of the Convention should be adapted to correspond, as far as possible, to the text of Regulation (EC) No 44/2001.

The text of the 1988 Lugano Convention and its Protocols will have to be adapted to allow for the fact that the Community will be a Contracting Party to the Convention.<sup>1</sup>

In particular, all references to a State or States will have to be replaced by references to "the Contracting Parties" or to "the State where the Convention applies", as the context requires. These changes must also cover judgments given by national and Community courts with jurisdiction in civil and commercial matters, for example in matters relating to industrial property.

---

<sup>1</sup> A decision will have to be taken on the question of whether the Convention is to be considered as a mixed agreement, which results in the Community becoming a contracting Party alongside the Member States, or an agreement based on exclusive Community competence, which results in only the Community becoming a contracting Party.

# RESTREINT UE

## 2. Provisions of Title VII et seq. of the Convention

- (a) The Convention must be amplified to establish the relationship with Community law, and in particular with Regulation No 44/2001. In this sense, the system already provided for in Article 54 B of the 1988 Lugano Convention should be applied. In particular, judgements given in a Member State shall be recognised and enforced in another Member State in accordance with Community law.
- (b) Regarding agreements on specific matters:
  - (i) future agreements: the Convention must contain provisions governing the conditions in which the Contracting Parties may apply conventions to which they are Parties which govern jurisdiction and the recognition and enforcement of judgments in these matters. However, apart from the cases provided for by Title III of the Convention, it must be possible to withhold recognition or enforcement in the requested Member State if it is not bound by the agreement and the person against whom recognition or enforcement is requested is domiciled in the territory of a Member State;
  - (ii) earlier agreements: the system established by Article 57(4) of the Convention must continue to apply.
- (c) Regarding non-recognition agreements:
  - (i) the Convention must contain provisions governing the conditions in which the Contracting Parties apply future agreements with third countries whereby they undertake not to recognise or enforce judgments against defendants domiciled or habitually resident in those third countries if jurisdiction would have been prohibited in relation to a defendant domiciled in a Contracting Party;

# RESTREINT UE

- (ii) earlier agreements: the system established by Article 59 of the Lugano Convention must continue to apply.
- (d) The Convention must contain a provision that makes it possible to regulate the particular situation of Denmark.
- (e) The Convention must contain one or more provisions that make it possible to regulate the particular situation of the French overseas territories and the Netherlands Antilles and Aruba as countries of the Kingdom of the Netherlands.
- (f) The Convention must enter into force only after ratification by at least two Contracting Parties. Subject to the application of transitional provisions and to its entry into force with regard to the Contracting Parties concerned, the Convention shall replace the Lugano Convention of 16 September 1988 between the Contracting Parties concerned.

## 3. Observers

All States which are candidates negotiating for membership of the European Union, including the three sponsored States to the Lugano Convention (Hungary, Czech Republic and Estonia), should be invited to attend the negotiations on the new Convention as observers.

The possibility that other States be invited to attend the negotiations on a new Convention as observers will also be considered.

## 4. Explanatory report

As in the case of the 1988 Lugano Convention, an explanatory report shall be drawn up on the revised Convention. That report should cover all the matters dealt with in the Convention and its Protocols.

Projet de demande d'avis  
fondée sur l'article 300 (6) du TCE

La conclusion de la nouvelle Convention de Lugano sur la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, telle qu'elle est envisagée au point [X] du présent mémoire<sup>1</sup>, relève-t-elle entièrement de la compétence exclusive de la Communauté ou d'une compétence partagée entre la Communauté et les Etats membre ?

---

<sup>1</sup> Ce point du mémoire décrirait le contenu du projet de Convention en se référant à la Convention de Lugano actuelle, aux résultats de la révision (doc. 7700/99 du 30.4.1999) et au mandat de négociation avec les directives de négociation, documents qui pourraient être annexés au mémoire.